



Le conflit oublié des Papous d'Indonésie

Par [Claude Lévesque](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2005

Le Devoir 5 décembre 2005

Région : [Océanie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Pour les Papous vivant dans la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, la chute du dictateur Suharto en 1998 et l'avènement de gouvernements plus démocratiques n'ont pas encore apporté la justice et la liberté, déplore Yan Christian Warinussy, lauréat 2005 du prix John-Humphrey.

En plus de reconnaître le travail d'un avocat et militant des droits de l'homme, le centre Droit et Démocratie de Montréal a voulu, cette année, rappeler l'existence d'un «conflit oublié» qui a fait environ 100 000 victimes depuis le milieu des années soixante.

M. Warinussy est un des rares avocats d'origine papoue dans son pays. Il n'y en aurait, selon lui, que «sept ou huit». Il dirige l'Institut pour la recherche, l'analyse et le développement de l'aide juridique (LP3BH), un organisme créé en 1996 pour faire la promotion des droits fondamentaux et fournir des services juridiques aux populations défavorisées.

Ses clients sont pour la plupart des indigènes qui ont été dépossédés de leurs terres soit par des colons indonésiens (venus par centaines de milliers au cours des trois dernières décennies), soit par des multinationales comme l'américaine Freeport (qui exploite une des plus grandes mines d'or et de cuivre du monde) et la Britannique BP (qui exploite des champs de gaz naturel), soit encore par des exploitants forestiers.

«L'Indonésie a beau avoir adopté en 2001 une « loi sur l'autonomie spéciale » de la Papouasie occidentale, celle-ci n'est toujours pas appliquée, a affirmé l'avocat hier, en entrevue au Devoir. Cette loi affirme en théorie l'identité papoue du territoire, elle accorde à sa population le contrôle de ses richesses naturelles et lui garantit un accès égal à la santé et à l'éducation. Mais, dans les faits, on a continué à reculer.»

M. Warinussy signale que l'actuel président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, est lui-même un ancien militaire et, à ce titre, peu enclin à laisser les Papous exercer le pouvoir dans cette province. L'armée indonésienne a été accusée par des organisations de défense des droits d'avoir tué en toute impunité de nombreux militants autochtones en Papouasie occidentale, le plus connu étant Theys Eluay, le chef d'un parti indépendantiste, assassiné en novembre 2001.

Yan Christian Warinussy a personnellement reçu des menaces de mort de la part d'officiers de police lorsqu'il a pris la défense d'un groupe de concitoyens accusés d'avoir hissé le drapeau national papou, un geste interdit par le gouvernement indonésien.

La Papouasie occidentale a longtemps été une colonie néerlandaise, comme la majeure

partie de l'actuelle Indonésie. Mais son rattachement à cette dernière ne date que de 1969, soit vingt ans après l'indépendance indonésienne. À coup de menaces d'invasion accompagnées d'incursions ponctuelles, Jakarta a obtenu des Nations unies, en 1963, le droit de contrôler le territoire contre la promesse de tenir un référendum en 1969. Celui-ci a pris la forme d'une consultation auprès de 1025 chefs de tribus triés sur le volet.

L'idée d'indépendance est toujours restée forte chez les Papous, qui sont culturellement très différents des autres Indonésiens. Le sentiment indépendantiste a été exacerbé par la politique officielle de transmigration de populations de l'île surpeuplée de Java vers ces territoires moins peuplés que sont la Papouasie occidentale et l'île de Bornéo.

«Comme Papou, je souhaite l'indépendance, dit M. Warinussy. Mais, comme avocat, je souhaite surtout le dialogue avec le gouvernement indonésien pour qu'on en arrive à un règlement pacifique du conflit. Pour moi, le processus est encore plus important que le résultat.»

M. Warinussy, qui souhaite que les Nations unies se saisissent de la question des droits des Papous en Indonésie, se dit surpris d'avoir été choisi par le jury du prix John-Humphrey. «J'y vois une reconnaissance de la lutte du peuple papou», dit-il. L'avocat effectue depuis le 28 novembre une tournée de conférences au Canada, à l'invitation de Droits et Démocratie et de l'Assemblée des premières nations, notamment. Il prendra la parole ce soir au Monument-National, après avoir participé à l'inauguration d'une exposition de photos.

La source originale de cet article est Le Devoir
Copyright © [Claude Lévesque](#), Le Devoir, 2005

Articles Par : [Claude Lévesque](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca